



520, rue de Dave
5100 Jambes
Tél. : 081/30.36.90

Communiqué

16 avril 2009

Au lendemain de la diffusion, par la RTBF, du sujet intitulé « *La Belgique pourra-t-elle se passer du nucléaire* », *Nature & Progrès* pose la question suivante :

« Questions à la Une », otage du lobby nucléaire ?

Peu de temps après le départ de Jean-Claude Defossé, l'émission la plus décapante de la RTBF fait profil bas et conclut de la manière la plus consensuelle qui soit : vive le « mix énergétique » - exactement ce que prône la Commission européenne ! - politiquement correct et qui renvoie prudemment tout le monde dos à dos.

Pourtant, juste avant cette étonnante queue de poisson, les journalistes de la RTBF avaient brièvement abordé la question des économies d'électricité domestique... pour mieux la balayer d'un revers de la main : « les experts disent que cela ne sera pas suffisant » !

Malheureusement, c'est bien là qu'est l'os ! Plutôt que de faire comme si le marché de l'électricité domestique était intouchable et la consommation inéluctable, c'est bien à cette question-là qu'il eut fallu s'attaquer. Car, quel que soit le scénario énergétique qui sera finalement adopté - en Belgique comme en Europe - , le niveau de notre consommation électrique domestique sera intenable dans tous les cas de figure !

Quelques « vérités qui dérangent »

1. La Belgique ne s'est jamais dotée, à aucun niveau de pouvoir, de vraies politiques de maîtrise de la consommation d'électricité des ménages. L'électricité domestique est même le seul domaine où la demande en énergie croît sans limite et de manière régulière (de 42% entre 1990 et 2005). Il faut, coûte que coûte, briser cette croissance intenable que même le nucléaire à tout va – vu ses coûts exorbitants – ne pourrait jamais rencontrer...

Car la vraie catastrophe réside dans le fait qu'à politique inchangée, cette consommation croîtra encore de 24,4% d'ici 2020 (voir le *Plan de maîtrise durable de l'énergie*, publié début 2009 par la Région Wallonne). Nous aurons donc réussi l'exploit de doubler notre consommation d'électricité domestique entre 1985 et 2020 ! Et de doubler, par conséquent, l'impact en terme d'émissions gaz à effet de serre qui

accompagne une telle consommation. L'effet réel de trente-cinq années de nucléaire et d'énergies bon marché, le voilà !

Il faut donc revenir, le plus rapidement possible, à notre consommation d'avant 1990. Et 1990, rappelez-vous, ce n'était pas l'âge de la pierre, quoi qu'essaient de nous faire croire ceux qui produisent notre énergie ! A cette époque-là, personne ne pédalait pour avoir de l'électricité et nous n'étions pas – loin s'en faut – des spécialistes de l'efficacité énergétique dans la maison. Sur une telle base de consommation, l'importance relative du renouvelable n'atteindrait pas 30% en 2030, mais dépasserait les 50%... Et, politiquement, les problèmes se poseraient tout différemment.

2. Ne pas toucher à la sacro-sainte demande fait évidemment le jeu du « monstre centralisateur » qu'est le nucléaire. Or il faut aujourd'hui que le citoyen qui consomme soit partie prenante dans sa propre consommation ; seule cette dimension palpable de l'énergie – même si, évidemment, elle sera d'abord marginale dans sa consommation – l'amènera à prendre conscience de la nature réelle de ses besoins en énergie et des solutions globales qu'il consentira à apporter. Oui ! Chaque consommateur d'électricité devrait être aujourd'hui tenu de détenir des parts d'une coopérative active dans le renouvelable (éolien, hydraulique, solaire, géothermie, etc.). On ne peut aujourd'hui s'abstenir, d'abord pour des raisons pédagogiques, de poser la question d'une production décentralisée de l'énergie, d'une énergie de proximité, d'une énergie en circuit court...

Evidemment, c'est « peanuts » par rapport à la consommation globale, diront les « experts ». C'est totalement faux ! Car ne pas poser la question de la décentralisation de l'énergie, celle des initiatives locales et citoyennes, c'est justement rouler pour le lobby qui pousse à la surconsommation et qui s'évertue à déresponsabiliser le consommateur, à l'infantiliser : petite musique lénifiante, « vous avez l'énergie », poussez donc la fiche dans la prise et surtout ne pensez plus à rien...

Cela posera également d'innombrables problèmes techniques, disent encore les techniciens à la journaliste de « Questions à la une ». La belle affaire ? A quoi servent donc les techniciens, sinon à résoudre les problèmes techniques ?

3. Comme dans le cas du pétrole, tout le mal vient du fait que l'électricité est et reste trop bon marché. Voyons les choses autrement : un homme qui pédale toute une journée peut produire, au mieux, 1 kWh. Or chaque ménage belge en consomme environ 12 quotidiennement et ce, pour la modique somme de 2 euros. Douze « esclaves » pour 2 euros, la voilà la « fée électricité » ! Nous avons perdu toute notion de la valeur réelle de l'énergie et il faudra bien la retrouver un jour, quoi qu'il advienne. Et quel que soit le peu de courage de nos hommes et de nos femmes politiques...

La solution ? Répercuter d'urgence le coût réel de l'énergie par le biais d'une tarification progressive qui en sauvegarderait évidemment le caractère social : petits prix pour l'indispensable (s'éclairer, cuisiner...), gros prix pour le superflu et le gaspi ! Une telle tarification permettrait une réelle redistribution : elle forcerait à payer plus ceux qui ne veulent pas consommer moins pour aider à consommer moins ceux qui n'ont pas les moyens de payer plus.

Hélas ! Tel que posé par « Questions à la une », le débat sur l'électricité et sur le nucléaire n'avance pas dans le sens d'une vision de société, mais dans celui de la poursuite obsessionnelle des pseudo-nécessités que nous imposent les lobbies de l'énergie. Et de la démagogie effrayante des politiciens qui les soutiennent.

Une vision de société, d'urgence !

Le nucléaire n'est pas une vision de société ; c'est juste un pis-aller ; c'est un cul-de-sac. C'est aussi, rappelons-le, une énergie dangereuse et chère. Et quand bien même *Electrabel* parviendrait à sauver l'une ou l'autre de ses chères centrales, qu'advierait-il vingt ans plus tard ? Nous accuserions autant de retard dans le développement des énergies renouvelables, les seules qui soient vraiment durables... Or ce n'est qu'en enclenchant le mouvement de sortie – ce que nous faisons depuis 2002 – qu'on peut savoir où résident les vrais problèmes et qu'on est forcé d'y pallier au cas par cas. Ce n'est pas sans difficulté, mais c'est indispensable. Et il ne faut pas s'arrêter au milieu du gué pour de basses raisons politiciennes !

Pour cette raison, *Nature & Progrès* estime que la loi de sortie du nucléaire, adoptée par l'Etat Belge en 2002, doit absolument être appliquée comme il a été prévu. Une politique énergétique digne de ce nom se mène à très long terme, et pas en pilotant à vue au gré d'intérêts particuliers.

Jongler avec les chiffres, comme le font les « experts » convoqués par « Questions à la une », reste de la pure spéculation... Combien d'experts ne prétendent-ils pas encore qu'on ne pourra pas se passer des OGM, des pesticides, de l'agriculture intensive ? Mais quelle est leur indépendance réelle ?

Comment ces gens peuvent-ils prétendre appréhender mieux que quiconque les souhaits et les dispositions de leurs concitoyens ? Pourquoi cette illusion que les experts savent tout alors qu'ils tronquent expressément les questions qu'ils abordent ? Enfin, pourquoi la RTBF choisit-elle délibérément d'aussi mal poser le problème de notre avenir énergétique ?

Pour toute information complémentaire :

***Nature & Progrès* asbl**
520 rue de Dave - 5100 Jambes
Tél. : 081/32 30 58 - Fax : 081/31 03 06
natpro@skynet.be - www.natpro.be

Francis Giot
Président

Marc Fichers
Secrétaire Général